

PCF

Parti Communiste Français



L'Humain d'abord

**Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF
Semaines du 26 août au 8 septembre 2013 – n°131**

Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)

Utiles

Comme chacun sait, mieux vaut être riche et bien portant que pauvre et malade. Il paraît également qu'il est meilleur pour la santé de manger cinq fruits et légumes par jour, de préférence issus de l'agriculture biologique. On pourrait ajouter aux injonctions d'évidence de bien-être que manger de la viande, rouge et blanche, et du poisson n'est pas mauvais non plus.

Avoir une vie saine et bien réglée, ne pas se fixer sur le travail comme une fin en soi, savoir faire des coupures, se retrouver en famille pour des vacances bien méritées, habiter un logement de qualité... autant d'injonctions de plus en plus paradoxales dans notre société, et pas que, renvoyant la faute sur celles et ceux qui les subissent, s'ils ne peuvent les mettre en pratique. « Allons au-devant de la vie », chantait-on en 1936 sous le Front populaire. Le redressement du pays, en 1945, fut placé sous le signe des « Jours heureux », titre du programme du Conseil national de la Résistance, élaboré voilà 70 ans en pleine nuit de l'Occupation.

Et aujourd'hui, dans un pays qui est la cinquième puissance mondiale, en termes de richesses, nous devrions accepter sans mot dire que des paysans travaillant à fournir des produits de saison ne puissent toujours pas vivre de leur travail, tandis que celles et ceux à qui il est destiné ne peuvent se les offrir, faute d'argent dans le porte-monnaie ? « Offrir », tiens, comme un cadeau exceptionnel... la faute à la météo, au climat qui se dérègle, autant dire à pas de chance ? Ou bien existe-t-il des responsables, placés entre les deux bouts de la chaîne, qui en profitent, à tous les sens du terme ? Des intermédiaires à la grande distribution, par exemple. Et dans ce cas, comme pour la crise, s'ils existent, la politique a-t-elle son mot à dire ou pas ? Sous la droite sarkozyste, la réponse allait de soi. Et maintenant ?

Ce 22 août, un peu partout en France, des militants et élus communistes se sont livrés à des travaux pratiques en grandeur nature. Ils sont bien loin des amateurs de petites phrases et petites idées toutes faites pour habiller le monde actuel du linceul de la fatalité – pour les autres, bien à l'abri de leurs privilèges, petits et grands. Dans plus de 50 villes d'Île-de-France, ils étaient présents dans les quartiers populaires, avec des producteurs du MODEF, maillons humains d'une chaîne de la solidarité concrète. Ils seront tout autant présents pour mettre en débat des solutions permettant de casser la loi des accapareurs contemporains.

Ces solutions sont incarnées par des élus, qui se font aussi une autre conception de leur rôle, au service et avec les premiers intéressés, tel André Chassaigne, député communiste et président du groupe GDR à l'Assemblée, portant la revendication d'un encadrement des prix, assurant une juste rémunération aux uns et un accès à leurs fruits et légumes aux autres. D'autres, tels les communistes du Nord, le 22 août à Malo-les-Bains, ou ceux de Picardie à Berck-Plage, samedi 24, ont permis à des milliers de privés de vacances, parce que privés d'un travail digne et bien rémunéré, de s'offrir un bol d'air comme d'idées neuves, à l'instar du bonheur en Europe cher à Saint-Just. Comme l'air qui baignera les allées de la Fête de l'Humanité dans trois semaines, il est celui de la dignité de ceux qui lèvent la tête et peuvent rêver d'un autre monde qui est dans celui-ci, comme le disait Paul Éluard. En un mot, voilà autant de moments qui redonnent des couleurs à la politique et à ceux qui s'y engagent.

Michel Guilloux

SOMMAIRE

- P1 **Édito** – Sommaire
- P2 Agenda – Le refrain du déclinisme – Retraite : les fausses évidences de Michel Sapin
- P3 Olivier Dartigolles (PCF) répond à David Assouline (PS) et lui propose un débat – Le rebond d'activité est à analyser – Égypte – La musulmanophobie : le PCF condamne les actes racistes
- P4 Mali – Mariage pour tous : La Maire extrême de droite de Bollène part en croisade intégriste – Projet de loi métropoles – Décès de Lothar Bisky
- P5 Manger 5 fruits et légumes par jour ? – Prendre en compte la pénibilité – Le nouveau cadeau empoisonné de madame la ministre
- P6 Expulsion de militants jeunes communistes : la répression n'entamera pas notre détermination ! – Israël-Palestine : M. Fabius ne doit pas oublier l'engagement n°59 du président Hollande – « Faire front » contre la haine
- P7 Non à toute intervention militaire française en Syrie ! – Pôle de compétitivité « Arve Industries » : le retour à la Féodalité ! – Huma dimanche du 23/8
- P8 Aidons l'Huma ! – Il faut un plan d'action pour les jeunes Marseillais – Courrier de lecteur
- P9-12 Programme de l'Université d'été du PCF
- P13-14 Retraite à 60 ans : une belle idée à regagner

Agenda

Réunions de soutien aux Roms les lundis 17H30

Réunions des Indignés

Le mardi 19h30 pique-nique ensemble sur le quai de Chavoire pour montrer notre détermination à utiliser ce quai illégalement privatisé par quelques-uns

le samedi de 14H30 à 17H30 table des Amis de la Terre pour faire signer les pétitions contre le centre des Congrès d'Accoyer

Mardi 27 dès 19h30 Repaire Là-bas si j'y suis chez Lulu (anc. Bar Fleuri) Cervens

Mercredi 28/8 Assemblée Générale C.G.T. 74

Jeudi 29/8 Réunion Collectif antifasciste pluraliste

Vendredi 30/8 – Dimanche 1/9 Université d'été du PCF

Mardi 3/9 18H30 Réunion RESF

18H réunion Les Amis de la Terre

Mercredi 4/9 19H Repaire Là-bas si j'y suis Le Dersim Meythet

Jeudi 5/9 Réunion Chaîne Humaine

Vendredi 6/9 Assemblée Générale section PCF Annecy

Mardi 10/9 Journée d'action pour la défense des retraites : grève. Manifestation à 14h à la Préfecture d'Annecy

Le refrain du déclinisme

Un souffle puissant pour l'avenir nous était promis. Nous n'eûmes pas même un zéphyr. Le président de la République promettait un nouveau rêve français, un récit mobilisateur, que dis-je, une nouvelle frontière. Nous entendîmes le commissaire général à la stratégie et à la prospective, Jean Pisani-Ferry, nous annoncer depuis l'Élysée une France « plus vieille, plus petite, moins riche » en 2025.

Le séminaire gouvernemental n'est pas parvenu à entonner autre chose que le lancinant refrain du déclinisme, et François Hollande, qui voulait convaincre que « l'avenir, c'est maintenant », a enraciné l'idée que ce qu'il nous propose pour demain ressemble trait pour trait à ce que nous connaissons aujourd'hui. Au fond, toute cette opération de communication a pour ambition de convaincre l'opinion que tous les sacrifices imposés aux plus modestes sont destinés à préparer des lendemains, même pas des lendemains qui chantonnent, mais au moins des lendemains. Une formule signée de M. Pisani-Ferry résume hélas, l'étroitesse de l'ambition : « Il nous faut fixer notre mode d'insertion dans un processus de mondialisation que nous ne pilotons pas. » Bref, négocier un strapontin.

Dans les allées du pouvoir, nulle révolte contre les gâchis capitalistes qui ferment nos usines et amputent notre industrie, nulle question sur l'envolée cosmique des profits des 500 plus grandes fortunes professionnelles françaises (plus 25% en 2012 !). Pourtant les études récentes prouvent l'inanité de l'objectif de réduction du coût du travail pour obtenir une meilleure compétitivité et l'inefficacité des politiques de compression des dépenses publiques. Le rapport mondial sur les salaires 2012-2013, publié par le Bureau international du travail (BIT), montre que la productivité du travail a augmenté deux fois plus vite que les salaires moyens depuis 1999. À l'échelle mondiale, la part des salaires dans les richesses créées continue à baisser, après la brève interruption de la plongée des profits en 2008-2009. Ce recul trouve sa source, constatent les chercheurs du BIT, dans une financiarisation de l'économie qui impose d'énormes rendements pour les actionnaires, une intensification du travail et l'affaiblissement du syndicalisme. À suivre cette voie, notre pays ne trouvera ni la croissance, ni un plein-emploi de qualité, ni la justice sociale et le progrès humain. Pas même un développement respectueux de l'environnement qui, pas plus que les hommes, n'a de poids face à la voracité glacée des marchés financiers.

Les hommes de gauche ne peuvent emprunter un tel chemin. Ceux qui s'y risqueraient s'y perdraient et égèreraient les électeurs dans les parages d'une extrême droite qui n'attend que ça et d'un désespoir qui nie l'avenir. Claude Bartolone, lors de la fête donnée chaque année à Frangy-en-Bresse par Arnaud Montebourg, a dérogé un instant aux discours tièdes que l'un et l'autre y ont tenu, pour se souvenir : « On nous a élus pour changer la vie, pas seulement pour être des mécanos. » Ou des liftiers de la mondialisation capitaliste, pourrait-on ajouter. Un immense chantier doit s'ouvrir pour transformer la société. S'il n'a pas été inauguré dans les salons de l'Élysée, il est au programme de la Fête de l'Humanité à la mi-septembre. Toutes les bonnes volontés sont invitées.

Retraite : les fausses évidences de Michel Sapin

Michel Sapin a affirmé ce mardi qu'un allongement de la durée de cotisation était une mesure "évidente" pour réformer le système des retraites et qu'elle s'appliquerait "à tous les Français". La vérité oblige à dire que c'est tout sauf une évidence comme le prétend le ministre du Travail. Cette recette a été utilisée par la droite dans les précédentes réformes des retraites. On a vu le résultat : un échec complet qui n'a pas permis de corriger les déficits. Dans les faits, l'allongement de la durée de cotisation a éloigné les jeunes générations du marché du travail et augmenté le chômage, cause principale des déficits. Il faut toujours faire attention aux fausses évidences même quand elles sont proférées par un ministre.

La gauche a su en 1982 prendre des mesures courageuses, faire une réforme progressiste avec l'âge ouvrant droit à la retraite à 60 ans. Soyons à la hauteur de cette ambition en imaginant une réforme qui tourne le dos aux réformes de la droite. Il faut faire autrement. Notamment en répondant au défi l'emploi et singulièrement celui des jeunes générations qui est le principal moyen d'assurer le financement des retraites pour aujourd'hui et demain.

Pétition en ligne

«Pour le nouveau siège de la CPAM d'Annecy, un nom s'impose : celui d'Ambroise Croizat !» <http://www.petitionpublique.fr/?pi=Croizat>

13.14.15 sept 2013
Fête de l'Humanité
Parc départemental Georges-Valbon - La Courneuve

-M- * Archive
Jamel Debbouze * Asaf Avidan
Hommage à Victor Jara (Zebda et invités)
Tryo * Félé * Jamel Comedy Club
Empire Dust * Sanseverino
Staff Benda Bilili * HK et les Saltimbanks
Demi-Mondaine * Rocé * La Jarry
Erik Marchand * Orchestre national de France
Orchestre symphonique Divertimento

l'Humanité L'HUMANITÉ DIMANCHE l'Humanité.fr
vous écoutez radio France

Vignette en pré-vente à 21 € auprès des militants (sinon dans les points de vente commerciaux à 30€ ou sur place à 32€)

Olivier Dartigolles (PCF) répond à David Assouline (PS) et lui propose un débat Paris, le 18 août 2013

Le débat politique doit se hisser au niveau des enjeux, traiter des sujets qui préoccupent prioritairement les françaises et les français, qui, dans leur écrasante majorité, appréhendent l'avenir. Les sujets traités par Manuel Valls au cours des dernières semaines ne font pas partie de ces urgences. L'activisme estival du ministre de l'intérieur ne doit pas nous détourner de l'essentiel : l'emploi, les salaires et le pouvoir d'achat, les retraites.

David Assouline, porte-parole du PS, interpelle le PCF. Il souhaite débattre. Depuis la victoire de la gauche, rassemblée au second tour de l'élection présidentielle après 10 années avec la droite aux affaires, nous ne cessons d'appeler à une politique de gauche pour le changement.

Dès la rentrée, comme semble le proposer aujourd'hui Claude Bartolone, président de l'Assemblée nationale, la majorité de gauche au Parlement peut inscrire à son ordre du jour les propositions de loi pour engager résolument le changement.

Je me rends, pour le PCF, à l'Université d'été du PS qui se tiendra le week-end prochain à La Rochelle. David Assouline accepterait-il d'en débattre à cette occasion ?

"Le rebond d'activité est à analyser de près, sans rien occulter et sans angélisme" (Olivier Dartigolles)

En réaction à la publication par l'INSEE d'un rebond de l'activité de 0,5%, le ministre de l'Économie Pierre Moscovici voit des "signes encourageants de reprise".

Ce rebond, plus fort que prévu, est à analyser de près, sans rien occulter et sans angélisme.

Remarquons d'abord que ce ne sont pas les dépenses d'investissement des entreprises qui expliquent ce rebond d'activité : elles se sont repliées de 0,5% pour le sixième trimestre consécutif.

D'ailleurs, faute de débouchés et en réaction à un crédit demeurant toujours trop sélectif, le nombre de défaillances d'entreprises demeure très élevé. Ce sont les dépenses de consommation qui ont tiré l'activité au deuxième trimestre et, plus particulièrement, les dépenses en énergie des ménages du fait de l'hiver rigoureux. Comment ? Par l'épargne de précaution existante, du fait de la faiblesse des salaires, pensions et retraites, a très certainement été mise à contribution.

Sur le front de l'emploi, la situation reste très préoccupante. Pas de "signes encourageants de reprise" avec un secteur privé a enregistré 27 800 suppressions nettes d'emplois. Le taux de chômage dans l'hexagone est désormais de 10,4%. Selon le FMI, à politique économique inchangée, le taux de chômage atteindrait 11,2% en 2013 et 11,6% en 2014.

En réalité, le frémissement du deuxième trimestre n'annonce pas une sortie en fanfare de la récession. Pour une véritable relance, une sortie de crise durable, notre pays doit engager, dès la rentrée, un changement de cap de la politique économique, par l'emploi, les salaires, l'investissement public, avec une vraie sécurisation de l'emploi et de la formation, un relèvement des revenus du travail et de remplacement, une mobilisation nouvelle du crédit.

Selon l'INSEE, la croissance du PIB pourrait n'être que de 0,0% au troisième trimestre et 0,1% au quatrième. Au total, l'INSEE prévoit que le PIB de la France reculerait de 0,1% cette année.

Pour en finir avec tous les docteurs Diafoirus, qui prédisent une croissance nulle ou une stagnation lente et longue, il s'agit d'engager le changement en affrontant les puissances de l'argent.

A voir sur l'internet

Le blog des communistes de la ville d'Annecy :

<http://blog.annecyensemble.org>

Vidéo : "Ambroise Croizat", conférence de Michel Etiévent.

<http://tumblr.co/ZYDRUwkodK66>

<http://www.humanite.fr/social-eco/notre-dame-de-briancon-les-croizat-des-marmites-du-546789>

Égypte : le PCF condamne la répression et apporte son soutien aux forces démocratiques

Le PCF condamne la répression consternante de brutalité et meurtrière qui s'est abattue sur les manifestants pro-Morsi en Égypte. Il condamne toutes les violences, les représailles, les provocations qui alimentent la confrontation. Tout doit être fait pour éviter un chaos encore plus dangereux voire un risque de guerre civile.

Ce qui se passe aujourd'hui en Égypte suscite notre plus vive inquiétude. Les affrontements armés et l'absence de tout effort minimum de dialogue et de concertation pour éviter le pire bafouent l'esprit des soulèvements populaires et les aspirations démocratiques et sociales légitimes qui se sont exprimées en Égypte, comme dans d'autres pays du monde arabe, dès 2011.

Les islamistes au gouvernement ont montré leur incapacité à construire une politique digne de ces attentes populaires. Ce n'est cependant pas un régime militaire qui pourra apporter les réponses dont le peuple a besoin après tant d'années de néo-libéralisme, de privatisations, d'inégalités criantes, qui sont causes essentielles de la crise égyptienne.

Le sens de la responsabilité doit l'emporter et toutes les autorités institutionnelles, politiques et sociales égyptiennes susceptibles de jouer un rôle devraient intervenir pour stopper cette descente aux enfers et trouver les conditions d'une solution politique pour préserver la paix civile et garantir un avenir à l'Égypte.

L'Union européenne doit garantir d'urgence à ce pays une coopération et des aides qui soient une contribution réelle au développement, à l'emploi et au recul de la pauvreté, et non la poursuite des conditionnalités anti-sociales dictées par le FMI.

Le PCF exprime sa solidarité avec toutes les forces démocratiques et progressistes égyptiennes qui appellent à agir dans ce sens

La musulmanophobie : le PCF condamne les actes racistes

Tags à la peinture rouge sur le Palais des Papes à Avignon insultant le prophète Mahomet, arrestation d'un militaire qui projetait d'attaquer à l'arme à feu la mosquée de Vénissieux, croix gammées sur la façade d'une salle de prière musulmane à Lesparre Médoc en Gironde, agressions et insultes à répétition contre des femmes portant le foulard : les actes anti-musulmans se multiplient et leur banalisation est inquiétante.

La présentation de l'islam comme un "problème", comme une religion incompatible avec la république, l'amalgame avec le terrorisme et l'intégrisme encouragent le passage à l'acte et l'expression d'une intolérance inacceptable.

Il est urgent que les pouvoirs publics se mobilisent contre cette nouvelle forme de racisme qui n'est pas la continuation du rejet des étrangers et des immigrés : comme il existe un racisme contre les juifs, il existe un racisme contre les musulmans.

Refuser de définir le mal c'est sous-estimer la lutte à engager. Le recours au terme "islamophobie" fait débat. Pourquoi ne pas reconnaître officiellement que la musulmanophobie est une nouvelle forme de racisme rejetant des hommes et des femmes en raison de leurs croyances et de leurs pratiques religieuses ? Comme le xénophobe a la haine de l'étranger, le musulmanophobe a la haine du musulman.

Reconnaître cette réalité, c'est s'engager pour faire reculer les préjugés sur l'islam, 2ème religion de France et faire accepter cette France religieusement plurielle. La laïcité est garante de l'égalité des droits, de l'acceptation des différences, du respect de la liberté de conscience et de culte, et du refus de l'intégrisme.

Le PCF appelle à engager le combat pour lutter contre tous les communautarismes, mener la bataille du bien vivre ensemble !

Élections/Mali : Le peuple malien a besoin de solidarité

L'élection d'Ibrahim Boubacar Keïta, candidat du Rassemblement pour le Mali (RPM), élu président de la République du Mali ce dimanche 11 août 2013 soulève beaucoup d'attentes dans la population malienne qui aspire profondément au changement.

La France, en la personne du président François Hollande qui s'était déclaré « intraitable » pour imposer cette échéance, participera à l'investiture du nouveau chef d'État en septembre. Et maintenant ?

La population malienne qui a trop souffert ne peut plus attendre.

Comment le Mali, toujours en guerre avec la présence de 3200 militaires français et un MNLA qui n'a rien lâché de ses exigences, -et qui a été reconnu interlocuteur privilégié par la France contre l'opinion malienne-, va-t-il sortir des crises sociale, politique et institutionnelle qui l'ont plongé dans le chaos ?

La réponse est assurément dans le peuple malien lui-même qui a droit à la souveraineté aussi dans ses choix de développement économique.

L'exigence de tenue d'un Forum national, exprimée par diverses forces politiques rassemblant toutes les sensibilités politiques, syndicales et sociales, les mouvements de femmes, les forces productives, les intellectuels, les créateurs et les paysans, doit être entendue et soutenue.

La paix, l'intégrité du pays, la lutte contre la faim et la malnutrition, l'accès à l'eau, le droit à l'éducation, la valorisation des savoirs et savoirs-faire locaux, le développement culturel, la liberté de la presse et de circulation, la possibilité de s'organiser et le pluralisme, s'inscrivent parmi les conditions incontournables d'une démocratie dont les modalités doivent tout autant appartenir aux Maliens.

Le rôle même de la France devrait se fonder sur de nouvelles bases et s'attacher à mettre en place une tout autre politique du développement qui équilibre, entre les collectivités territoriales et l'État, une politique audacieuse de coopérations.

Cette politique impliquerait d'associer étroitement les autorités locales et les populations, expertes de terrain de leurs besoins et de leurs urgences.

Dans un souci de transparence et d'efficacité, cela pourrait commencer par supprimer de la comptabilisation de l'AFD les dépenses non liées aux activités de développement qui gonflent artificiellement les budgets et d'envisager une taxe sur les transactions financières qui pourrait être génératrice de moyens conséquents, afin de briser la spirale infernale de la survie et de répondre enfin durablement aux droits fondamentaux humains.

Cette politique de coopération et de développement devrait être soumise au contrôle démocratique et régulier de nos assemblées.

Dans ce même mouvement, la France doit réévaluer sa politique d'accueil à l'égard des migrants très impliqués dans la reconstruction du pays. Le peuple malien en toute indépendance a besoin de solidarité, c'est dans cet esprit et ce sens qu'il faut agir.

A lire

L'Humanifeste du PCF "Il est grand temps de rallumer les étoiles"

Économie & Politique

"Changer l'utilisation de l'euro"



Mariage pour tous : La Maire extrême de droite de Bollène part en croisade intégriste

Un maire, dans sa fonction d'officier d'état civil est un représentant de l'état astreint à l'application de la loi et à la neutralité.

La Maire de Bollène, en refusant de célébrer le mariage d'Amandine et d'Angélique, au nom de ses convictions religieuses, a rompu le pacte républicain qui garantit l'égalité devant la loi.

Marie Claude Bompard, pouvait, déléguer un autre élu de la majorité municipale ou de l'opposition pour célébrer le mariage, elle a refusé de la faire car elle a décidé de partir en croisade intégriste !

En effet, celle qui déshonore son mandat d'élue vient d'avoir le soutien de l'organisation intégriste catholique CIVITAS qui salue en elle le courage d'avoir fait état des ses convictions religieuses ; CIVITAS (en rupture avec la hiérarchie catholique) appelle désormais les maires catholiques à se déclarer publiquement solidaires de la Maire de Bollène.

C'est une preuve supplémentaire de la collusion de l'extrême droite avec une organisation religieuse traditionaliste qui a appelé à prier devant l'assemblée nationale et qui a décidé d'investir les élections municipales pour créer des îlots de chrétienté et soumettre les politiques locales à l'ordre moral.

Cette confusion entre la politique et la religion est inacceptable et contraire à nos principes républicains ! L'extrême droite nous rappelle que sa "laïcité" n'a de sens que pour stigmatiser les musulmans.

Il est urgent que le Préfet du Vaucluse rappelle à Marie Claude BOMPARD les conditions d'exercice d'un élu de la république.

J'appelle les élus et les partis politiques à condamner l'attitude inadmissible de la Maire de Bollène.

Fabienne Haloui, Secrétaire départementale du PCF Vaucluse, responsable de la commission « Droits et Libertés » au PCF

Projet de loi métropoles : intervention générale d'André Chassaing <https://www.youtube.com/watch?v=GSZq-xiBVWI>

Décès de Lothar Bisky : "une figure majeure de la gauche allemande et européenne qui vient de disparaître" (Pierre Laurent)

Avec le décès brutal de Lothar Bisky, c'est une figure majeure de la gauche allemande et européenne qui vient de disparaître.

Je veux à cette heure rendre hommage à son courage, à sa sincérité et à sa loyauté qui ont marqué tous ses engagements.

Lothar Bisky a été un des ardents précurseurs d'une force nouvelle à gauche en Allemagne, attachée à la transformation sociale, et de l'unité nouvelle de forces de gauche allemandes d'est en ouest.

L'ostracisme dont sa personne et son passé ont été la cible avait pour objectif de décrédibiliser la voix d'une gauche de combat contre les forces du capital.

Lothar Bisky incarnait encore aujourd'hui l'alternative de gauche dans son pays contre l'austérité et la politique d'Angela Merkel fondée sur le consensus des deux grands partis majoritaires.

Cofondateur du Parti de la gauche européenne (PGE), il en fut le premier président de 2007 à 2010 où je lui ai succédé à cette responsabilité, puis a présidé le groupe de la Gauche unie européenne (GUE-NGL) au Parlement européen dont il était un membre respecté.

J'adresse, au nom des communistes de France, toutes nos fraternelles condoléances à tous les militantes et militants de Die Linke, ainsi qu'à leurs coprésidents, Katja Kipping and Bernd Riexinger.

Manger 5 fruits et légumes par jour ?

Seulement 11 % des français consomment 5 fruits et légumes par jour. 43 % des personnes en mangent insuffisamment et évoquent leurs prix comme premier obstacle.

Ainsi, cette recommandation de l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) de manger 400 grammes de fruits et légumes par jour implique un budget mensuel de : 73 euros pour un couple sans enfants et de 146 euros pour un couple et deux enfants de plus de 10 ans.

Des prix qui flambent, depuis l'été 2012 le prix moyen des fruits à augmenté de 14% et celui des légumes de 17%. Une hausse jamais enregistrée pour les fruits ! Salades (+ 21%), melons (+ 28%), pommes (+ 30%)...

Manger Bio ? Le prix moyen des fruits Bio est plus élevé de 70 % que les fruits conventionnels, plus cher de 73 % pour les légumes.

Des importations massives : justifiées par la grande distribution pour palier aux aléas météorologiques de la production française. Des produits importés moins chers que les productions locales, mais des marges GMS plus importantes.

Des prix aux producteurs qui ne suivent pas l'augmentation des prix consommateurs. Ainsi un kilo de tomates est payé 80 centimes d'euros aux producteurs contre 70 centimes d'euros l'an dernier. Des prix producteurs divisés par deux en 20 ans.

Sur 100 euros de panier alimentaire seulement 7 euros pour les producteurs

Les communistes proposent

- une alimentation saine, de qualité, relocalisée et accessible à tous

Des engagements

- Une agriculture qui garantisse la souveraineté et la sécurité alimentaire. Une alimentation qui réponde aux besoins humains et non aux spéculateurs.
- Vivre dignement de son travail est légitime. Augmenter les salaires, revaloriser les pensions et porter le SMIC à 1700 euros c'est retrouver du pouvoir d'achat. Une juste rémunération du travail paysan et des salariés agricoles est la condition du développement de l'emploi agricole.
- L'agriculture paysanne permettrait de garantir une alimentation de qualité, nutritive et gustative à tous. D'engager la transition écologique de l'agriculture.

Des mesures concrètes

- Blocage des prix des denrées alimentaires de base (lait, viandes, pain, fruits et légumes) sur le ticket de caisse.
- Taxer les importations abusives qui pillent les productions locales et détruisent l'environnement.
- Soutenir des Politiques Publiques Agricoles. Planifier la production, réguler les marchés (calendrier d'importation), préserver le foncier, soutenir les exploitations et filières les plus fragiles.

Des propositions législatives

- Obligation d'indication d'origine des produits agricoles et de la mer, transformés ou non.
- Encadrer les marges de la grande distribution par la mise en place d'un coefficient multiplicateur.
- Une conférence annuelle sur les prix agricoles et alimentaires.

Pénibilité : "Prendre en compte la pénibilité est une attente légitime et forte du monde du travail" (Jean-Luc Gibelin)

Le premier Ministre, dans le cadre d'un déplacement médiatisé, vient d'avancer la proposition de compte pénibilité pour la future réforme des retraites.

Prendre en compte la pénibilité est une attente légitime et forte du monde du travail. Il ne faut donc pas la décevoir par des mesures inefficaces.

Il faut d'urgence imposer au MEDEF de vraies négociations interprofessionnelles à conclure par un accord majoritaire. Ces négociations doivent définir les critères de pénibilité et déterminer les conditions de compensation de cette pénibilité avec par exemple la réduction du temps de travail journalier ou hebdomadaire, l'aménagement d'horaire, le départ anticipé en retraite.

Il faut des mesures claires et à mettre en œuvre facilement.

Le compte pénibilité évoqué par le gouvernement ne paraît pas être de cette nature. Il ne suffit pas d'avoir un discours, il faut des actes pour imposer au patronat des avancées pour le monde du travail.

Une réforme de gauche socialement efficace est obligatoirement réellement alternative. C'est le caractère d'une politique de vrai cap à gauche.

Le nouveau cadeau empoisonné de madame la ministre

le 20 août 2013

Lundi soir, la ministre de l'enseignement supérieur a annoncé la création d'une caution locative étudiante. L'état se portera alors caution pour les étudiants qui ne peuvent pas fournir la ou les cautions demandées par le bailleur. Cette mesure s'adressera en priorité aux étudiants issus de famille monoparentale et aux étudiants étrangers. La ministre a déclaré : « Il doit s'agir d'une étudiante ou d'un étudiant qui ne peut pas produire familialement une double caution », notamment « les enfants de familles monoparentales » ainsi que « les étudiants étrangers qui ne disposent pas de beaucoup de ressources ». La mise en place de cette mesure se fera progressivement. « Cette mesure se mettra en place de façon expérimentale dès cette rentrée 2013 pour environ 1 500 à 2 000 étudiants et sera généralisée en 2014, au printemps, pour toucher 14 000 à 20 000 étudiants en régime de croisière » a annoncé la ministre. Cette année la mesure sera donc expérimentale avec pour ambition de l'étendre les années suivantes.

Le ministère de l'Enseignement supérieur et la Caisse des dépôts et consignations se porteront caution à hauteur de 300.000€. Le Crédit coopératif, opérateur du dispositif, sera garant à hauteur de 4 millions d'euros.

En contrepartie, l'étudiant bénéficiaire de cette aide versera chaque mois une somme correspondant à 1,5% de son loyer « pour faire face à des aléas », a expliqué la ministre, selon laquelle un tel système « responsabilise l'étudiant ».

En d'autres termes, il s'agit de subventionner les bailleurs privés et d'endetter les étudiants plutôt que de répondre à leurs besoins avec la construction et la réappropriation des dizaines de milliers de logements sociaux qui font aujourd'hui cruellement défaut. La ministre continue sur sa lancée ultralibérale, après avoir privatisé les universités et le CROUS, elle donne maintenant des chèques en blanc au secteur privé du logement étudiant. Cette mesure bien qu'aidant des étudiants en difficultés est profondément dangereuse pour l'ensemble du monde étudiant ! Le secteur public est en train d'être démantelé pour le plus grand plaisir des entrepreneurs privés qui récupèrent, en plus, des cautions de la part de l'État.

Pourtant la solution pour sortir les étudiants et les étudiantes dans la galère n'est pas de donner encore et toujours plus d'argent au secteur privé. Mais bel et bien de donner les moyens financiers au secteur public pour garantir à tous les étudiants un logement décent à prix abordable.

Expulsion de militants jeunes communistes : la répression n'entamera pas notre détermination !

le 13 août 2013

Dimanche dernier, une délégation de jeunes communistes décollait pour la Palestine et Israël. Comme chaque année, ce voyage de solidarité permet aux jeunes de découvrir la situation sur place et de mieux appréhender l'ensemble des problématiques en rencontrant des progressistes israéliens et palestiniens.

Mais pour trois d'entre eux, le voyage a tourné court. Dès leur arrivée à l'aéroport de Ben Gourion de Tel-Aviv, nos camarades ont été arrêtés puis interrogés en raison de leurs origines. Après treize heures d'interrogatoires et d'attente, lorsque les autorités militaires et douanières se sont aperçus qu'ils étaient militants communistes, la sentence ne s'est pas fait attendre.

Ils ne verront jamais la Palestine, et découvriront seulement le centre de rétention du côté israélien. Dès le lendemain, ils furent expulsés dans le premier avion direction Paris, escortés par les forces de police jusque dans l'avion, assortis d'une interdiction de revenir sur le territoire israélien. Les seules traces qu'ils laisseront sont les empreintes digitales que leur ont prises les autorités israéliennes...

Israël ou comment pratiquer l'arbitraire et le racisme d'État à grande échelle !

Ce qui est arrivé à nos trois camarades est malheureusement un fait divers dans la région. Tous les jours, des dizaines d'hommes et de femmes du monde entier sont expulsés en raison de leurs origines, leur religion ou de leur militantisme à l'aéroport. Ce racisme qu'il convient d'appeler racisme d'État, cette humiliation, cette logique sécuritaire, c'est ce que subissent quotidiennement des dizaines de milliers d'arabes Israéliens et les Palestiniens. Exprimer sa solidarité avec le peuple palestinien et au-delà avec tous les militants d'une paix juste et durable dans la région dépend du bon vouloir des autorités israéliennes puisque les Palestiniens n'ont même pas ce droit d'avoir un aéroport pour accueillir des ressortissants du monde entier...

Alors que des négociations très fragiles vont reprendre entre Palestiniens et Israéliens sous l'égide « d'un arbitre impartial » que sont les États-Unis d'Amérique, la politique coloniale et d'apartheid continue ses ravages sur place. Pour preuve, après avoir annoncé la libération de 104 prisonniers politiques palestiniens (qui ne pourront pas retourner chez eux par ailleurs), nous apprenons aujourd'hui qu'Israël annonce la construction de 900 logements de plus dans les colonies à Jérusalem-Est, s'ajoutant aux 1182 de la semaine dernière.

Au regard de l'obstination du gouvernement israélien, on ne peut qu'être dubitatif quand aux résultats des négociations sur la question du droit des Palestiniens à vivre dans un État libre et souverain.

Notre détermination à poursuivre le combat n'est en rien entamée, elle est renforcée !

Après la colère et l'indignation, viendra très rapidement celui de la demande d'explications. Dans les prochains jours, nous interpellons notre ministre des affaires étrangères Laurent Fabius, pour connaître son avis sur l'expulsion de trois ressortissants français de l'État d'Israël sans raisons apparentes.

Notre détermination à mener le combat pour la liberté du peuple palestinien n'est en rien entamée. Partout en France, les milliers de jeunes communistes continueront d'animer la bataille en dénonçant les entreprises françaises qui font du commerce avec les colonies, en organisant des tournois de foot comme en juin dernier, ou encore des cinés-débats pour faire connaître la situation sur place, en exigeant surtout de notre gouvernement qu'il reconnaisse unilatéralement enfin la Palestine comme un État. Liberté pour la Palestine, Libres Palestiniens !

La coordination nationale du MJCF et DIDF-Jeunes

Israël-Palestine : M. Fabius ne doit pas oublier l'engagement n°59 du président Hollande

Alors que nous accueillons ce matin à Paris notre délégation de jeunes communistes qui ont multiplié les rencontres et les visites ces deux dernières semaines en Israël et en Palestine, le ministre des Affaires Étrangères Laurent Fabius nous y succède ce week-end.

Alors que l'ensemble des diplomates européens ont affirmé que la colonisation menée par Israël entrave l'existence d'un état Palestinien, condition incontournable pour la paix. Alors que l'Union Européenne a pris la décision de premières entraves au commerce des produits issus de ces colonies en Europe. Alors que plus d'une centaine de pays dans le monde reconnaissent l'existence d'un état palestinien, le seul objectif du voyage de m. Fabius serait « d'encourager les dirigeants israéliens et palestiniens à négocier la paix ». Cette position aveugle aligne la France sur le petit groupe de pays principalement composé de puissances occidentales qui refusent aux palestiniens l'existence immédiate de leur état.

Les Jeunes Communistes rappellent à m. Fabius que le gouvernement israélien a annoncé il y a peine un mois la poursuite de sa politique de ségrégation par l'installation de nouvelles colonies de peuplement en Cisjordanie. Nous alertons le gouvernement et la présidence de la République sur le danger que représentent les positions qui renvoient à de perpétuelles négociations sans qu'aucune entrave ne soit faite au régime d'apartheid qui s'installe de fait en Israël et en Palestine. Nous exigeons de m. Fabius qu'il s'inscrive dans le cadre des engagements de m. Hollande pour qu'il agisse dès ce week-end pour l'existence réelle d'un état palestinien (engagement de campagne n°59).

Nous sommes très inquiets des discours guerriers qui caractérisent la politique étrangère française dans la période et particulièrement au Moyen-Orient. La dernière décennie nous a montré combien les guerres des puissances étrangères sont des impasses sanguinaires. A l'inverse les peuples montrent aujourd'hui dans tant de pays le courage de leur aspiration à l'émancipation.

Nous appelons tous les jeunes de France à nous rejoindre dès la Fête de l'Humanité pour se tenir aux côtés du peuple palestinien. Nous appelons à une grande mobilisation pour la reconnaissance de la Palestine, la libération de Marwan Barghouti avec l'ensemble des prisonniers politiques, le démantèlement du mur d'apartheid et des colonies pour que s'établisse enfin un état palestinien sur les frontières que lui reconnaît le droit international.

Paris le 24 août 2013

« Faire front » contre la haine

le 13 Août 2013

L'attaque déjouée de la mosquée de Vénissieux a suscité de vives réactions.

« Un drame a été évité », a réagi Michèle Picard, maire PCF de Vénissieux (Rhône), après l'arrestation d'un militaire d'extrême droite qui projetait de tirer à l'arme à feu contre la mosquée du quartier des Minguettes. « Heureusement qu'il a été arrêté, sinon ça aurait été un carnage le jour de l'Aïd », a déclaré un des responsables de la mosquée.

Au soulagement s'est ajouté le sentiment d'indignation. L'élue communiste a dénoncé le « climat de haine et de rejet de l'autre qui empoisonne notre pays », alors que de nombreux actes anti-musulmans ont visé ces derniers jours une salle de prière à Lesparre-Médoc (Gironde).

Un rassemblement contre l'islamophobie a été organisé hier à Vénissieux à l'appel des représentants de la communauté musulmane de Lyon. Michèle Picard a appelé à un « front commun » pour défendre une laïcité « qui assure à chacun une liberté de conscience personnelle et privée et un espace collectif et public de vivre ensemble autour des valeurs de la République ».

Non à toute intervention militaire française en Syrie ! Em-pêchons que les soldats français soient expédiés en mer-cenaires de l'impérialisme ! Vivelepcf, 26 août 2013

Les événements tragiques de Syrie connaissent une nouvelle escalade alarmante.

Comme le concèdent les médias occidentaux, des commandos surarmés, formés par l'armée américaine, encadrés par des spécialistes jordaniens et israéliens ont attaqué le pays depuis la Jordanie depuis la mi-août. Depuis le 21 août, une campagne médiatique mondiale est orchestrée pour accuser le gouvernement syrien d'avoir utilisé des armes chimiques contre des populations civiles. Des experts de l'ONU étaient arrivés trois jours plus tôt : cela ne peut pas être une coïncidence.

Une série d'experts doutent de la réalité de toutes les images dont les téléspectateurs et internautes sont abreuvés. D'autres assurent le contraire. Le pouvoir syrien dément l'usage d'armes chimiques par ses troupes et met en cause les « rebelles ». Inversement, les puissances impérialistes incriminent Bachar El Assad. Laurent Fabius, ministre français des affaires étrangères, est formel. Le 5 juin, il n'avait déjà « aucun doute » sur l'utilisation de gaz sarin. Pourtant, rien n'est venu étayer ses allégations, visiblement prématurées...

Il est grandement souhaitable que la vérité soit faite sur les affrontements du 21 août et l'utilisation éventuelle d'armes chimiques. Mais nous avons trop l'expérience de la manipulation de l'information sur les « armes de destruction massive » soi-disant détenues par l'Irak pour l'attendre prochainement.

Les puissances impérialistes avaient besoin d'un prétexte pour accroître leur intervention militaire. Elles l'ont trouvé. Les États-Unis ne cachent pas l'éventualité d'une intervention militaire aérienne occidentale. Le 25 août, après Fabius, qui a rencontré les dirigeants israéliens, Hollande prépare l'opinion à une participation française.

Communistes, nous dénonçons les interventions et les intérêts impérialistes meurtriers mal dissimulés sous un couvert humanitaire. Depuis deux ans et demi, une révolte sociale, injustement et cruellement réprimée par un pouvoir qui n'a pas notre sympathie, a été détournée en guerre civile. Des groupes, des communautés, soucieux de ravir le pouvoir localement ou nationalement, se sont opposés au régime avec armes, incités dès le départ par des puissances étrangères. Très vite, le conflit est devenu une guerre d'enjeu international. Des milliers de mercenaires islamistes de tout pays, ceux que l'Occident prétend combattre au Mali par exemple, ont été expédiés en Syrie et y répandent terreur et barbarie. Des financements de plus en plus importants et des armements de plus en plus lourds ont afflué pour attiser la guerre. Malgré tout cela, l'État syrien ne s'est pas écroulé et semble même reprendre le dessus. Voilà qui explique la nouvelle étape dans la mobilisation des puissances impérialistes qui veulent l'effondrement de la Syrie de Bachar el Assad. Les intérêts impérialistes sont connus.

Pour les pays du Golfe, il s'agit d'étendre leur influence économique et religieuse. La Turquie lorgne sur le nord du pays, tout en se méfiant de l'émancipation des Kurdes syriens. Les États-Unis et les puissances européennes veulent s'assurer le contrôle des voies menant au pétrole. Israël travaille à la décomposition des États arabes, la Syrie après l'Irak et la Libye pour faire perdurer son régime colonial. Seule la Russie, comme grande puissance et l'Iran ont des intérêts divergents.

Les puissances impérialistes ont saisi cyniquement l'occasion du « printemps arabe » pour mettre à l'ordre du jour la déstabilisation de la Syrie. Là se trouve l'origine du drame actuel du peuple syrien. La France s'accommodait très bien de Bachar El Assad au point de l'inviter à la tribune officielle du 14 juillet en 2008...

Communistes, nous refusons l'escalade de la guerre et de ses atrocités. Nous appelons l'opinion à s'opposer à toute intervention militaire française en Syrie. Pas un homme, pas un sou pour la guerre impérialiste en Syrie !

L'arrêt des ingérences impérialistes est le préalable nécessaire à un retour à la paix, au retour des réfugiés, à la reconstruction du pays, au rétablissement de sa cohésion, à une évolution démocratique après l'expérience de la tragédie.

Pôle de compétitivité « Arve Industries » : le retour à la Féodalité ! Luis Oléarain et Roland Pourraz

Le pôle de compétitivité « Arve industries » a tenu jeudi 20 juin son assemblée générale à Bonneville, sous les auspices du député Mr Saddier et du Conseil Général de la Haute Savoie. La presse locale en a rendu compte. Cette organisation est composée de patrons représentants 284 entreprises industrielles de la Vallée de l'Arve, la moitié d'entre-elles appartenant à un groupe industriel. Elle est présidée par Mr Étienne Piot (directeur de Bosch-Rexroth Bonneville, qu'il cherche à vendre).

Ce fut ici une occasion de plus pour une opération propagande où furent vantés les résultats du dit pôle de compétitivité. Selon l'audit des pôles de compétitivités demandé par l'État début 2012, sur 71 pôles la très grande majorité d'entre eux avaient été jugés performants et vingt très performants, dont « Arve industries ». Pourtant selon le tableau de bord édition 2012 (dernier connu) fourni par ce dernier, on apprend qu'entre 2010 et 2011 :

- le nombre d'entreprises membres est passé de 309 à 284 (- 25 soit -8,1 %)
- leur nombre de salariés est passé de 16.299 à 13.383 (- 2.916 soit -17,9 %)
- leur masse salariale est passée de 594.655 € à 487.988 € (- 106.667 € soit -17,9 %)

Mais, de 2006 à 2011, il a bénéficié de 44 millions € de financements publics (du Conseil Général pour trois millions d'euro par an, du gouvernement pour le reste). Comme nous pouvons le constater, beaucoup d'argent public avec un recul social pour seule finalité.

Les pôles de compétitivité, inventés par la droite et chers à François Hollande, sont des artifices pour drainer l'argent des contribuables vers le capital et réduire la part de richesses créées revenant aux salariés. Le Pôle de compétitivité « Arve Industries » est du reste constitué en association privée composée exclusivement de patrons et où ne siège aucun élu du suffrage universel. Pourtant François Hollande veut développer ces pôles sur l'ensemble du territoire national.

C'est encore une remise en cause de la démocratie, de la république et du contrôle de l'argent public par les citoyens, avec la complicité active des élus de la Vallée : les députés Sophie Dion et Martial Saddier, ainsi que le conseiller général Raymond Mudry.

Contre cette dérive féodale, les militants du Front de Gauche appellent à la mobilisation citoyenne pour réussir une Constituante (États Généraux) qui réhabilitera la gestion du peuple par le peuple ! Pour mettre en place la 6ème République !

L'HUMANITÉ DIMANCHE
N° 375 - DU 22 AU 28 AOÛT 2013

ÉGYPTE
Le choix du pire
Le cycle infernal provocation-répression a déjà fait 1000 morts. Alaa El Aswany, auteur de « l'Immeuble Yacoubian », et Ahmed Badr, un des fondateurs du mouvement Tamarrod, témoignent. PAGE 60 ET EDITORIAL

RETRAITES
CE QU'ILS NOUS PRÉPARENT
Travail, retraite, espérance de vie, les vrais enjeux
ANALYSES ET INTERVIEW PAGE 12

TV
TOUS LES PROGRAMMES DE LA SEMAINE
NOTRE SÉLECTION

France 2,90 euros. Southsides, Northside 4,00 euros.

L'Humanité et l'Humanité Dimanche sont en grand danger.

Dès maintenant, faites un don en ligne.

**POUR LA PLURALITÉ DE LA PRESSE
SOUSCRIVEZ À L'HUMA!**



<https://www.donspep.caissedesdepots.fr/?journal=huma>

Jean-Marc Coppola « Il faut un plan d'action pour les jeunes Marseillais »

vice-président (PCF) de la région Paca et conseiller municipal de Marseille.

La « détermination » du premier ministre contre la violence, c'est un refrain connu, à Marseille.

Jean-Marc Coppola. Que des ministres viennent pour la énième fois apporter leur solidarité je veux bien, en même temps il n'y a pas d'actes concrets à la hauteur de la crise profonde qui frappe particulièrement les quartiers populaires. Les renforts policiers se sont traduits par un quadrillage partiel, limité à certaines cités. C'est épisodique et cela soumet tous les habitants à un régime de couvre-feu. On s'attendrait plus à une police de proximité permanente, qui rassure, écoute et protège. On n'a rien de tout cela car on ne s'attaque pas aux questions de fond. Marseille compte 25 des 100 quartiers les plus pauvres de France, et c'est en même temps l'une des villes les plus inégalitaires de notre pays. On a là toutes les racines du trafic d'armes, d'argent ou de drogue. Il y a un an, en septembre 2012, les questions d'emploi, d'éducation ont été posées lors du comité interministériel. Et l'on a vu quoi depuis? La promesse d'une métropole pour 2016, qui ne réglera rien sur le plan social ou économique.

Des moyens supplémentaires pour la police, c'est la solution?

Jean-Marc Coppola. Il n'y a pas que le nombre de policiers. Quid de la justice, de la lutte contre la précarité? C'est cohérent avec une politique d'austérité menée au plan national, qui ne peut venir au secours d'une ville qui est plus que malade, qui est en crise.

Voilà pourquoi il faut dans cette agglomération un grand plan d'action en faveur des jeunes. Le chômage massif, la précarité les touchent en premier; c'est pour cela qu'ils sont les plus vulnérables face aux mafieux et aux marchands d'illusion. Il faut un plan qui leur donne les moyens de vivre de manière autonome, ce qui passe par l'éducation, la formation, et un vrai emploi. Les politiques de l'État, des collectivités locales, ainsi que les entreprises doivent avoir la préoccupation de ces jeunes qui sont discriminés parce qu'ils vivent dans ces quartiers, qu'ils soient d'ailleurs diplômés ou non.

Courrier de lecteur

Concernant la réforme des retraites il est illusoire d'envisager une taxation du capital car au final ce sera moins de prestations sociales au bout ...

Au contraire il faut augmenter le salaire total dans lequel on retrouve les cotisations sociales salariées et employeurs à condition que l'exonération consentie aux employeurs pour des salaires jusqu'à 1.6 du SMIC et qui concerne la moitié des emplois dans le privé et près de 40% dans le public soit annulée. Y mettre également comme cela est dit dans ton article tout ce qui touche à la propriété lucrative notamment à travers les revenus qu'apportent les titres financiers par exemple ...

La dotation budgétaire consentie par l'État ampute la fiche de paye de tout salarié à hauteur de 18%. La cotisation sociale sur laquelle, il convient de revenir par rapport à la CSG qui est un impôt sur le revenu, doit être étendue. (La cotisation sociale étant bien sûr une ponction sur la valeur ajoutée donc sur le profit ... Cela demande une nécessité des syndicats notamment de réexpliquer à tous salariés que la cotisation n'est pas une ponction sur le revenu... confusion volontairement entretenue par les réformateurs ...)

Les propositions de Bernard Friot* dans son livre « enjeu du salaire » que tu as peut-être parcourues sont innovantes et montrent l'impasse totale sur le plan idéologique dans laquelle nous sommes aujourd'hui tant dans nos revendications syndicales que politiques INCLUANT LE PG et le PC.

Cela passe par la suppression de la propriété lucrative et par la reconnaissance de la qualification personnelle pour tous : salariés du privé comme du public et la maîtrise de la valeur économique pour tout un chacun à travers la cotisation économique et contre le crédit lucratif...

Se battre pour l'emploi c'est encore accepter malheureusement de lutter sur le terrain idéologique d'une convention capitaliste et reconnaître que la maîtrise économique est dans les mains des seuls tenants de la propriété lucrative qui ont beau jeu de proposer et mettre en concurrence sur un marché du travail tout salarié détenteur simplement de leur seule force de travail et d'une employabilité révisable à souhait et d'en faire des variables d'ajustement....

IL CONVIENT DONC POUR TOUS DE REPRENDRE LA MAIN A TRAVERS UN AUTRE REGARD QUI REPOSE sur comme dit B. Friot un DEJA-LA émancipateur

(grâce à des luttes syndicales fortes lors des années 45-95, abandonnées depuis, comme notamment l'exigence des revendications portant sur la hausse des cotisations sociales).

C'était mon mot d'humeur, sans vouloir porter ombrage,
Cordialement

Jean Greffioz

* voir interview dans l'Humanité Bernard Friot « Le salariat, c'est la classe révolutionnaire en train de se construire »
<http://www.humanite.fr/social-eco/bernard-friot-le-salariat-est-la-classe-revoluti-547252>



Affiches PCF pour la hausse des salaires

L'université d'été du PCF

LES 30, 31 AOÛT ET 1^{er} SEPTEMBRE 2013 EN SAVOIE

VENDREDI

15h

Salle Plénière

Ouverture de l'Université d'été Discours d'introduction. Avec Patrice Bessac, directeur de l'Université d'été et responsable national PCF à la formation

16h-17h30

Salle « Croix des têtes »

[ACTU] **Les limites du modèle « l'eau paie l'eau ».** Avec Jean-Claude Cheynet, directeur de recherche au CNRS

Salle « Les Ateliers »

[INTER] **Le « Modèle Allemand ».** Avec Bruno Odent, journaliste, auteur de l'ouvrage éponyme

Salle « Les Clubs »

[ACTU] **Qui fait et que nous disent les contenus de l'enseignement ?** Avec Pierre Clément, Doctorant en sociologie

Salle « Auditorium »

[ACTU] **Rentrée parlementaire : main basse sur les retraites ? Réalités et propositions.** Avec André Chassaigne, Président du groupe communiste à l'Assemblée nationale et Jean-Luc Gibelin, responsable national du PCF à la protection sociale

Salle « Les Trappeurs »

[ACTU] **Où en sont les droites ? De De Gaulle aux néo-cons.** Avec Florence Haegel, Sociologue, professeur à Sciences-Po. Animé par Fabienne Haloui, membre du Comité exécutif du PCF

Salle « Les P'tits Loups »

[INTER] **Les enjeux de l'espace sahélo-saharien.** Avec Chrystel Le Moing de la Fondation Gabriel-Péri et Grégory Giraud, Géographe, chercheur indépendant

Salle « Mouffletterie »

[MUNICIPALES] **À la conquête de Dieppe : retour sur une expérience.** Avec Sébastien Jumel, Conseiller Général, Maire de Dieppe

Salle « Galopins »

[ACTU] **De la PAC à la politique agricole et alimentaire européenne.** Avec Samuel Ferret, membre de PAC 2001 et Xavier Compain responsable national PCF agriculture

Salle « Gentiane »

[MUNICIPALES] **Le défi de la démocratie.** Avec René Balme, Maire de Grigny, François Auguste, membre du conseil national du PCF, Conseiller régional Rhône-Alpes. Animé par Sylvie Mayer, Responsable économie sociale et solidaire au PCF

Salle « Nature »

Vallée de la Maurienne : lutte pour l'emploi et la réindustrialisation. Avec Yannick Baccaria, syndicaliste CGT chez Rio Tinto Alpha et Bernard Bois, Union Locale CGT 73

17h45-19h15

Salle « Croix des têtes »

[ACTU] **Produire mieux pour manger tous d'ici 2050 et bien après.** Avec Gérard Le Puill, journaliste à *l'Humanité* et Xavier Compain, responsable national PCF agriculture

Salle « Les Ateliers »

[ACTU] **Marx, Sartre, Politzer : la liberté humaine en question.** Avec Guiseppe Bianco, philosophe, docteur en philosophie, enseignant de philosophie à l'université de Warwick et Florian Gulli, professeur de philosophie, responsable de "Mouvement réel" pour la *Revue du Projet*

Salle « Les Clubs »

[PROJET] **La science est-elle coupable de tous les maux ?** Introduction à la méthode scientifique. Avec Olivier Gebuhrer, maître de conférences en mathématiques

Salle « Auditorium »

[MUNICIPALES] **Nouvelles lois de décentralisation : enjeux d'avenir.** Avec Eliane Assassi, Présidente du groupe CRC au Sénat et Dominique Bucchini, Président de l'Assemblée territoriale Corse

Salle « Les Trappeurs »

[PROJET] **Le nouvel ordre prolétaire.** Avec Jacques Rigaudiat, économiste, membre de la fondation Copernic

Salle « Les P'tits Loups »

[INTER] **Quelle sortie de crise en Syrie ?** Avec Haytham Manna, médecin et anthropologue, représentant en France du Comité national pour le changement démocratique

Salle « Mouffletterie »

Comment conduire une politique territoriale de santé ? Avec Monique Durrieu, Maire adjointe déléguée à la santé à Toulouse et le Docteur Paul Cesbron, membre de la commission nationale PCF santé, ancien chef de service de l'Hôpital de Creil

Salle « Gentiane »

Christiannisme(s) des origines : une histoire de femmes ? Avec Héléne Cillières, Docteur en sciences religieuses (EPHE). Animé par Claude Jindin pour «*La Pensée*»

Salle « Nature »

[ACTU] **L'université française, lieu de construction et de reproduction du patriarcat ?** Avec Marion Guenot, coordinatrice du pôle bataille des idées du MJCF et Antoine Guerrero, membre du CN de l'UEC

19h15 « Espace Verrière »

Repas des nouveaux adhérents
Avec Pierre Laurent et les dirigeants nationaux (max. 150 adhérents de moins de 3 ans)

19h15-21h : Dîner

21h-23h Salle Plénière

Piano-Conférence : Pourquoi Debussy est-il moderne ? Avec Michel Benhalem, Professeur au conservatoire de Strasbourg

SAMEDI

8h

Pelouse devant terrasse du bar Renouveau Sport : Abdos-fessiers. Avec Samia Saoud, professeure diplômée d'État Initiation Tai-Chi et Yoga. Avec Raphaël Liogler, titulaire du Diplôme d'État de Formateur en Arts Martiaux

de 8h à 19h Le soleil comme vous ne l'avez jamais vu ! Observation du Soleil avec un télescope spécialisé. Avec Amar Bellal, responsable de la Revue «*Progressistes*»

9h-10h30

Salle « Croix des têtes »

[ACTU] **Autonomie énergétique : une idée moderne ou la fin du service public ?** Avec Valérie Goncalves et Luc Foulquier, membres de la commission écologie du PCF

Salle « Les Ateliers »

[MUNICIPALES] **Atelier pratique. Élections : quelles nouvelles règles électorales ?** Avec Jean-Louis Perru, Avocat à la cour, spécialiste du droit électoral et Yann Le Pollotec, conseiller municipal PCF du Blanc Mesnil

Salle « Les Clubs »

[CULTURE] **Parcours poétique autour de Jean Ristat** (lecture commentée). Avec Etienne Dubien, jeune agrégatif

Salle « Auditorium »

[MUNICIPALES] Les enjeux des prochaines élections municipales. Avec Pascal Savoldelli, responsable national PCF aux élections et Frédéric Dabl, Directeur-adjoint de l'IFOP

Salle « Les Trappeurs »

[PROJET] "Nous avons le choix". Avec les co-auteurs de l'ouvrage : Alain Obadia, membre du Comité du projet du Parti communiste et Louise Gaxie

Salle « Les P'tits Loups »

[MUNICIPALES] Quelle politique de transport ? Avec Pierre Mathieu, Vice-Président en charge des transports à la région Champagne-Ardenne

Salle « Mouffletterie »

[INTER] La conflictualité sous l'apartheid en Afrique du Sud : au-delà des mythes. Avec Raphaël Porteilla, professeur à l'université de Bourgogne. Animé par Lydia Samarbaksh, responsable nationale PCF aux relations internationales.

Salle « Galopins »

[ACTU] Stratégies de l'extrême-droite sur internet : comment les contrer ? Avec Guillaume Brossard, Fondateur du site hoaxbuster.com

Salle « Gentiane »

[ACTU] Le droit d'ingérence est-il légitime ? Avec François Rubio, Directeur de Médecins du monde

Salle « TV »

[CULTURE] Musique et pouvoir. Avec Marc Dumont, Agrégé d'histoire, producteur à France Musique

Salle « Nature »

[ACTU] Loi Cadre de l'ESR ou Loi Fioraso : quels changements pour les étudiants ? Avec Anne Mesliand, responsable nationale PCF de la commission enseignement supérieur et Hugo Pompougnac, membre du secrétariat de l'UEC

10h45-12h15

Salle « Croix des têtes »

[PROJET] Sens et portée de la séparation des Églises et de l'État de 1905 à nos jours. Avec Jean-Paul Scot, Professeur honoraire de chaire supérieure au lycée Lakanal et Pierre Dharreville, responsable national du PCF aux relations avec les croyants

Salle « Les Ateliers »

[MUNICIPALES] Une fiscalité locale au service du développement des territoires. Avec Jean-Marc Durand, responsable des questions de fiscalité et finances publiques au sein de la commission économie du PCF

Salle « Les Clubs »

[ACTU] La délinquance juvénile. Avec Véronique Le Goaziou, sociologue, co-auteur avec Laurent Mucchielli de "La violence des jeunes en question". Animé par Isabelle De Almeida, membre de la coordination et présidente du Conseil national

Salle « Auditorium »

[PROJET] Quel front de gauche pour l'alternative politique ? Avec Eric Coquerel (PG), Myriam Martin (Gauche anti capitaliste), Christian Picquet (GU) et Marie-Pierre Vieu (PCF)

Salle « Les Trappeurs »

[MUNICIPALES] Politique innovante en matière de logement : les nouvelles alternatives. Avec Stéphane Pœu, Vice-Président de Plaine Commune et Maire-Adjoint de Saint-Denis

Salle « Les P'tits Loups »

[MUNICIPALES] Éducation artistique. Avec Edgard Garcia, élu PCF, Directeur de Zeb'Rock

Salle « Mouffletterie »

[PROJET] Changer le travail c'est urgent : comment fait-on ? Avec Véronique Sandoval, Responsable secteur national travail-emploi au PCF. Animé par Yann Lelann, membre d'Espaces-Marx

Salle « Galopins »

[ACTU] Quelles propositions pour l'hôpital ? Avec Jean-Luc Gibelin, directeur d'hôpital, responsable du secteur Santé Protection sociale du PCF et Evelyne Vander Heym, responsable PCF du groupe de travail Hôpital

Salle « Gentiane »

[ACTU] L'Islamisation : mythes et réalités. Avec Raphaël Liogier, politologue et sociologue des religions

Salle « TV »

Atelier pratique : communiquer avec la presse. Avec Gérald Briant, membre du bureau de presse du PCF (15 participants maximum)

Salle « Nature »

[ACTU] Quelle situation pour les jeunes apprentis en France ? Avec Gilles Moreau, Professeur de sociologie à l'Université de Poitiers, Co-directeur du GRESCO

12h15-14h30 : Repas

14h30-16h

Salle Plénière

[PROJET] Exclusif : un entretien vidéo

avec Lucien Sève, philosophe. Animé par Michel Maso, Fondation Gabriel-Péri

Salle « Croix des têtes »

[PROJET] Écologie : où en est-on dans le débat national ? Avec Hervé Bramey et Marie-Claire Cailleteau, membres de la commission écologie du PCF

Salle « Les Ateliers »

[ACTU] France, Europe, Monde : Où va la crise systémique. Avec Yves Dimicoli, membre de la commission économie du PCF

Salle « Les Clubs »

[PROJET] Comment éduquer à l'égalité ? Avec Céline Mazeau, membre du Conseil national du PCF, membre de la commission nationale droits des femmes et féminisme

Salle « Auditorium »

[INTER] Europe : du marché transatlantique aux politiques d'austérité. Avec Patrick Le Hyaric, Directeur de l'Humanité

Salle « Les Trappeurs »

[PROJET] Gratuité et Communisme. Avec Magalie Giovannangeli, Présidente de la communauté d'agglomération du pays d'Aubagne et Paul Ariès, politologue

Salle « Les P'tits Loups »

[PROJET] Génération 6^{ème} république. Avec Nicole Borvo, ex-Senatrice, auteur du livre éponyme sorti en août 2013

Salle « Mouffletterie »

Pourquoi un ouvrier vote à droite ? Avec Emmanuel Terray, Anthropologue, auteur de "Penser à droite" (2012). Animé par Patrice Cohen-Seat, comité du Projet du PCF

Salle « Galopins »

[MUNICIPALES] Avant les échéances électorales municipales et européennes : construire une stratégie de communication. Avec André Ciccodicola, Rédacteur en chef de l'Humanité dimanche

Salle « Gentiane »

[CULTURE] Karl Korsch : le marxisme critique entre philosophie et histoire. Avec Jean Quétiér, Normalien, agrégé de philosophie

Salle « Nature »

[INTER] Mobilisation de Taksim, quelles causes, et quel rôle de la jeunesse de Turquie. Avec Deniz Uztopal, Président de la DIDF (Fédération des Associations de Travailleurs et de Jeunes), Lorène Barillot, PCF, travaille au consulat en Turquie, animé par Jules Rondeau, membre de l'UEC

16h15-17h45

Salle Plénière

[INTER] Projection du film "Rouge Bengale" et discussion sur l'expérience communiste au Bengale. Avec les réalisateurs Partho Bhattacharya et Joy Banerjee, Journaliste CGT chez France Télévision

Salle « Croix des têtes »

[INTER] Accaparement des terres sur le continent africain : le néocolonialisme en marche. Avec Stefano Liberti journaliste auteur de "Main basse sur la terre : land grabbing et nouveau colonialisme", Maureen Jorand, (CCFD-Terre Solidaire) et animé par Ambroise Mazal, secteur agriculture du PCF

Salle « Les Ateliers »

[CULTURE] Aragon. Avec Pierre Juquin, auteur d'une récente biographie de Louis Aragon

Salle « Les Clubs »

[PROJET] Les obstacles à l'égalité femmes-hommes, le féminisme comme outil pour changer la société. Avec Sandra Rigoni, cadre territorial, commission du genre ATTAC

Salle « Auditorium »

[PROJET] L'urgence industrielle. Avec Gabriel Colletis, économiste, professeur à Toulouse 1. Animé par Alain Vermeersch pour le Lieu d'étude sur le mouvement des idées et des connaissances (LEM)

Salle « Les Trappeurs »

Vie militante, nouvel élan pour le PCF, état des lieux et perspectives. Avec Jacques Chaballier, responsable national à la vie du Parti

Salle « Les P'tits Loups »

[MUNICIPALES] Maîtrise du foncier et des loyers : à l'épreuve du réel. Avec Serge Cormier, Premier adjoint au Maire à l'urbanisme de Malakoff et Ian Brossat, Président du groupe communiste et parti de gauche au Conseil de Paris

Salle « Mouffletterie »

[PROJET] L'enjeu de l'eupéanisation des luttes, du FSE à l'Altsummit. Avec Elisabeth Gauthier, Directrice Espaces-Marx et co-auteurice du livre "Changer l'Europe" et Natasa Theodorakopoulou, membre de synapismos

Salle « Galopins »

[PROJET] Acteurs du mouvement social et partis politiques : quoi de neuf ? Avec Louis Weber, Directeur de la revue "Savoir et agir" et Jean Lojkine, Directeur de recherche honoraire au

CNRS, sociologue. Animé par un dirigeant PCF (sous réserve)

Salle « Gentiane »

[MUNICIPALES] Les activités physiques et sportives dans le projet municipal. Avec François Asensi, Député Maire de Tremblay-en-France et Nicolas Bonnet, responsable national PCF chargé des sports

Salle « Nature »

[CULTURE] Cercles JC ou comités jeunes du Front populaire ? Quelle structuration de rassemblement juvénile au temps du Front populaire ? Avec Serge Wolikow, historien, université de Bourgogne et Guillaume Quashie-Vauclin, rédacteur en chef de la Revue du Projet

18h-19h30

Salle Plénière

[INTER] Projection du film "Ez Kurdim" Avec les réalisateurs du film

Salle « Croix des têtes »

[ACTU] Après les « manifs barjo » : état des lieux de la LGBTphobie, en France, quels moyens de la combattre ? Avec un Délégué régional de SOS homophobie et Cécile Ravenet-Mazel, membre du Conseil national du MJCF

Salle « Les Ateliers »

[MUNICIPALES] Les politiques culturelles municipales. Avec Alain Hayot, responsable national réseau culture PCF, Florian Salazar-Martin, responsable culture pour l'ANECR, Evelyne Rabardel, adjointe à la culture au Conseil Général du Val de Marne

Salle « Les Clubs »

[MUNICIPALES] Avec l'économie sociale et solidaire, une nouvelle gestion des territoires. Avec Max Havelaar, commerce équitable, Jean-Paul Pla, élu toulousain et Sylvie Mayer, Responsable nationale économie sociale et solidaire du PCF

Salle « Auditorium »

[CULTURE] Évolution de l'univers. Avec Catherine Césarsky, astrophysicienne, membre de l'Académie des Sciences, Présidente de l'Union Astronomique Internationale. Animé par Amar Bellal, commission écologie du PCF

Salle « Les Trappeurs »

[INTER] Visio-Conférence. Brésil : la gauche au défi de la contestation populaire. En compagnie de Valter Pomar, Membre de la direction nationale du Parti des travailleurs (PT) au Brésil et Secrétaire exécutif du Forum de Sao Paulo. Animé par Lydia Samarbakhsh, responsable nationale PCF relations internationales

Salle « Les P'tits Loups »

[PROJET] Construire une Europe au service des peuples ou "la posologie du Fédéralisme". Avec Toni Andreani, Professeur émérite de science politique à l'université Paris-VIII

Salle « Mouffletterie »

[MUNICIPALES] Une politique municipale de jeunesse est-elle possible ? Avec Pascal Savoldelli, responsable national PCF aux élections et Nordine Idr, Secrétaire Général du MJCF

Salle « Galopins »

[PROJET] Les FabLabs, hackerspaces et makerspaces : l'invention d'un modèle participatif de création et d'innovation à l'ère du numérique. Avec Camille Bosqué, Diplômée de ENS Cachan, de l'école Boule, Agrégée d'Arts appliqué et Yann Le Poffotec, conseiller municipal PCF du Blanc-Mesnil

Salle « Gentiane »

[CULTURE] Les intellectuels et la stratégie communiste : une crise d'hégémonie 1958-1981. Avec Marco di Maggio, historien

Salle « TV »

Réunion des responsables fédéraux à la formation. Avec le secteur des formations nationales

Salle « Nature »

[PROJET] Laissez nous bien travailler. Manager autrement pour une nouvelle compétitivité. Avec Jean-François Bolzinger, Ingénieur, dirigeant UGICT, animé par Pascale Soulard, ergonome, membre du conseil national du PCF

19h30 Espace Bar Renouveau

Rendez-vous de la Fête de l'Humanité. Avec Elsa Faucillon, Secrétaire fédérale des Hauts de Seine

19h30-21h : Dîner

à partir de 21h :

Night Club : Cours de Salsa avec Frantz et Clara Mariette, professeurs de danse. Puis soirée dansante aux sonorités latino-américaines
Espace Verrière : Soirée généraliste

DIMANCHE

8h

Pelouse devant terrasse du bar Renouveau Sport : Cour de renforcement musculaire généralisé. Avec Samia Saoud, professeure diplômée d'État

INSCRIPTIONS
www.formation.pcf.fr

Musique et sport : initiation Capoeira
Avec Frantz et Clara Mariotte,
professeurs de danse

9h-10h30

Salle « Croix des têtes »

[INTER] Inde : décryptage de la plus grande démocratie du monde. Avec M^{me} Dalel Benbabaali, Agrégée de géographie, a enseigné un an à l'Académie nationale d'administration de Mussoorie (équivalent de l'ENA en Inde)

Salle « Les Ateliers »

[MUNICIPALES] Construire une mobilisation électorale. Avec Patrice Bessac, dirigeant national du PCF

Salle « Les Clubs »

[PROJET] « Progressistes », une nouvelle revue du PCF : pourquoi dire et pourquoi faire ? Avec Jean-François Bolzinger, Ingénieur, dirigeant UGICT, Aurélie Lopes, secrétaire de section de Marseille, doctorante. Animé par Amar Bellal

Salle « Les Trappeurs »

[MUNICIPALES] Rythmes scolaires : quel rôle des municipalités dans les politiques éducatives ? Avec Sébastien Laborde, membre du secrétariat du réseau école, adjoint au maire de Saint Denis de Pile

Salle « Les P'tits Loups »

[ACTU] Le crédit peut-il aider à faire reculer la domination des marchés financiers ? Avec Denis Durand, commission nationale économie du PCF

Salle « Moufletterie »

[PROJET] L'euthanasie : avancée ou recul de civilisation ? Dans quelle société voulons-nous vivre ? De quelle humanité voulons-nous être ? Avec Jacques Ricot, agrégé et docteur en philosophie, chargé de cours de bioéthique à l'Université de Nantes, D^r Vincent Morel, Président de la Société Française d'accompagnement et de soins palliatifs (SFAP) et Michel Vaxes, Député honoraire PCF des Bouches du Rhône. Animé par Christlane Caro, membre de la commission santé protection sociale du PCF

Salle « Galopins »

[CULTURE] L'irrésistible déchéance de Robert Ménéard. Avec Maxime Vivas auteur du livre éponyme à paraître aux éditions Arcane 17

Salle « Gentiane »

[INTER] Palestine - Israël : quel chemin pour la paix ? Avec Taoufiq Tahani, président de l'Association France Palestine Solidarité et Nordine Idir, secrétaire général du MJCF, membre de la délégation en Palestine. Animé par Lydia Samarbaksh, responsable nationale PCF relations internationales

Salle « TV »

[CULTURE] La rentrée littéraire 2013. Avec Gérard Streiff, journaliste, essayiste et romancier

Salle « Nature »

[ACTU] L'alternance et l'apprentissage dans l'enseignement supérieur : quelles places occupent les IUT ? Avec Marc Bertrand, membre du Conseil national de l'UEC et Hugo Pompougnac, membre du Secrétariat national de l'UEC

10h45-12h15

Salle « Croix des têtes »

[PROJET] Nanosciences : l'infiniment petit qui fait infiniment peur. Avec Aurélie Lopes, secrétaire de section de Marseille, doctorante. Animé par Amar Bellal

Salle « Les Ateliers »

[PROJET] Notre vie est-elle dans nos gènes ? Nos gènes sont-ils dans la vie de nos parents ? L'épigénétique en question. Avec Olivier Gandrillon, biologiste, directeur de recherche au CNRS

Salle « Les Clubs »

Accueillir les nouveaux adhérents : mode d'emploi. Avec Emilie Lecroq, responsable nationale adjointe à la Vie du Parti

Salle « Auditorium »

[CULTURE] La recherche et la découverte du boson de Higgs, une aventure humaine exemplaire. Avec Gilles Cohen-Tannoudji, Physicien théoricien au CEA. Animé par Stéphane Sahuc, Rédacteur en chef adjoint de l'Humanité Dimanche

Salle « Les Trappeurs »

[ACTU] Débat sur l'Euro : faut-il le quitter ? Avec Frédéric Boccarra, maître de conférences associé à l'université de Paris 13, Commission économique du PCF et Jacques Nikonoff, Professeur associé à l'Institut d'études européennes de l'Université Paris 8, Porte-parole du Mouvement politique d'éducation populaire (M'PEP), animé par Caroline Bardot, membre du Comité exécutif national PCF

Salle « Les P'tits Loups »

[INTER] Une Chine qui se transforme dans un monde en transformation. Avec Dominique Bari, Journaliste à l'Humanité, spécialisée sur la Chine

Salle « Moufletterie »

[ACTU] Paroles de rentrée. Débat sur les enjeux de la rentrée. Avec Olivier Dartigoilles (Porte-parole du PCF), Jean-Philippe Magnen (Porte-parole d'EELV) et Laurence Rossignol (Porte-parole du PS)

Salle « Galopins »

[PROJET] Appropriation sociale, autoges-

tion, des pistes pour un projet alternatif. Avec Benoit Borrits, Journaliste, co-auteur de «Autogestion : hier, aujourd'hui, demain» aux éditions Syllepse. Animé par Janine Guespin, membre d'Espaces-Marx

Salle « Gentiane »

[ACTU] À qui sert la stratégie européenne pour l'emploi ? Avec Joshua Gräbener, Doctorant en sciences politiques Lyon-2.

Salle « TV »

[ACTU] Le student finance, l'award et le salaire étudiant : quelles réalités derrière ces différentes approches des revenus étudiants ? Avec Nicolas Malaquin, Coordinateur à la formation de l'UEC, Camille Lihouck, membre du Conseil national de l'UEC

Salle « Nature »

[PROJET] État des lieux et défis du Parti de la gauche européenne. Avec Anne Sabourin de la Commission Europe du PCF

à partir de 12h15

Terrasse du bar Renouveau

Vente de sandwichs « Diots » et boissons. Avec la Fédération de Savoie

12h30-13h30 Salle Plénière
DISCOURS DE RENTRÉE POLITIQUE
ET CLÔTURE DE L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ.
Avec Pierre Laurent, Secrétaire national du PCF

LIEU / ACCÈS

Pour se rendre aux Karellis • **En train la gare de St Jean-de-Maurienne.** Depuis cette gare nous assurons, dans la mesure de nos possibilités, les transferts jusqu'aux Karellis et retour. • **En voiture** Les Karellis sont à 18km de Saint-Jean de Maurienne en direction Montricher-Albanne (73870). - De nombreuses places de parking sont disponibles y compris pour les cars. • **En avion aéroport de Chambéry ou de Lyon** voir toutes les particularités sur le site. • **Pour les départements 02-10-27-28-45-51-60-75-76-77-78-89-91-92-93-94-95** deux cars, partiront de Paris, Place du colonel Fabien le jeudi 29 août, rendez-vous à 22h, retour prévu à Paris aux alentours de 23h. Le coût du voyage en car sera de 80€ par personne (aller-retour), petit déjeuner à l'arrivée et repas du vendredi midi compris aux Karellis. • **Pour les participant-es ou intervenant-es ayant réservé un séjour pré-université d'été,** nous n'assurerons aucun transfert de la gare de Saint-Jean-de-Maurienne aux Karellis.

TARIFS / HÉBERGEMENT

Pension complète du vendredi soir au petit déjeuner du dimanche matin, au tarif de 140 € par personne en chambre de deux minimum, 240 € en chambre seule, enfant 90 € de 2 ans à 13 ans, animation comprise. Le linge de toilette est fourni. Pas de repas de prévu pour les vendredi et dimanche midi



RETRAITE À 60 ANS À TAUX PLEIN

une belle idée à regagner

Cet été le CAC 40 vient de battre des records de hausse. Les spéculateurs et autres rentiers se frottent les mains sur les dividendes à venir.

En septembre le gouvernement va annoncer une forte augmentation de la CSG pour financer les retraites. Des millions de familles vont ainsi voir leur pouvoir d'achat se réduire un peu plus.

Ces deux événements illustrent de manière très explicite une réalité : notre pays n'a jamais été aussi riche, mais les inégalités elles aussi battent des records. Contrairement aux thèses défendues par le MEDEF et la droite, et malheureusement reprises par le gouvernement, l'argent existe. Le vrai problème c'est bien celui de son utilisation et des priorités que nous nous fixons dans notre société.

L'augmentation des richesses produites et de la productivité doivent-elles servir à augmenter les profits d'une minorité ou à améliorer la vie du plus grands nombre ? Pour les communistes et le Front de gauche notre choix est fait : c'est l'Humain d'abord !

La retraite à 60 ans à taux plein, c'est une belle idée à regagner et c'est possible. Une véritable réforme de gauche des retraites c'est possible. C'est le sens de nos propositions

Ensemble ne nous laissons pas voler notre avenir !

TOUS ENSEMBLE

Le 18 septembre, le gouvernement présentera son projet pour les retraites. Exprimons fort et tous ensemble notre exigence de la **retraite à 60 ans à taux plein** pour toutes et tous, notre **refus de toute nouvelle régression** pour les retraites, l'emploi et les salaires.

- Des personnalités de toute la gauche, des syndicalistes, des responsables associatifs, des économistes, des citoyens ont signé un **appel unitaire** : Ensemble défendons nos retraites. Signez : <http://www.retraites2013.org/>
- Le 10 septembre dans toute la France, les salariés, les privés d'emploi, les retraités manifesteront **pour l'emploi, les salaires et les retraites**
- Les 13, 14 et 15 septembre, la Fête de l'Humanité donnera le ton de la rentrée politique. Un bon moyen pour se faire entendre

LA RETRAITE À 70 ANS



PCF
Parti communiste français

FRONT DE GAUCHE

INTOX - DESINTOX

ON VIT PLUS, ON TRAVAILLE PLUS ? **FAUX**

Entre 1946 et 1980, les hommes ont gagné 4 ans d'espérance de vie et les femmes 5. Et en 1981 la gauche a abaissé la retraite de 65 à 60 ans. L'abaissement de l'âge de la retraite est aussi un **facteur d'allongement de la durée de vie**. L'augmentation des richesses et de la productivité doit améliorer la vie pas les dividendes des actionnaires.

LUTTER CONTRE LES INEGALITES HOMMES/FEMMES ? **CHICHE**

Seulement 44% des femmes valident une carrière complète. **1/3 des retraitées touchent une pension inférieure à 600 euros**. Établir une réelle égalité salariale hommes/femmes, lutter contre le temps partiel imposé **rapporteraient 52 milliards d'euros de plus en cotisations**. Plus qu'il n'en faut pour améliorer nos retraites à tous plutôt que les détruire.

LES SALAIRES DU PUBLIC SONT PRIVILEGES ? **FAUX**

Ce sont les réformes successives qui ont cassé nos retraites dans le public comme le privé. Les 10 meilleures années dans le privé, avec les primes et la complémentaire, amènent

un **taux de remplacement (un niveau de la pension) identique** aux 6 derniers mois sur le salaire de base dans le public. Quant aux régimes spéciaux, ils sont constitués par des cotisations supplémentaires tout au long de la vie professionnelles. Unissons-nous face à ceux qui veulent nous opposer.

C'EST LA CRISE, IL N'Y A PAS D'ARGENT ? **FAUX**

Les **revenus financiers** ne cessent de croître. Et ils ne sont soumis à **aucune cotisations**. Ils représentaient 317,9 milliards en 2010. Si on leur avait appliqué le même taux que le travail, ils auraient **rapporté 85,198 milliards** pour la protection sociale dont 17,167 pour les retraites. Fini le « trou ».

EMPLOI, SALAIRES, RETRAITES. ON NE PEUT PAS TOUT FAIRE. **FAUX**

100 000 chômeurs en moins c'est 1,5 milliards de cotisations en plus. **1% d'augmentation des salaires, c'est 2 milliards de cotisations en plus**. Pourtant, les gouvernements successifs ont appauvri la protection sociale et les retraites en multipliant les exonérations sociales (25 milliards), en privilégiant des politiques de bas salaires, en laissant croître le chômage de masse. Pendant que le CAC40 et les profits des grandes entreprises explosent.

60 ANS UNE PROPOSITION D'AVENIR

- 1 Fixer le départ en retraite à 60 ans à taux plein
- 2 Assurer le montant du taux de remplacement à 75% du salaire de référence à partir des 10 meilleures années dans le privé et des 6 derniers mois dans le public, au nom de l'équité public/privé, en engageant le principe qu'aucune pension distribuée ne puisse être inférieure au niveau du SMIC
- 3 Indexer l'évolution du niveau des pensions sur les salaires et non sur les prix
- 4 Valider les années de formation comme des années travaillées afin de ne pas faire des besoins de qualification des handicaps au bénéfice de la retraite à 60 ans
- 5 Engager de véritables négociations sur la pénibilité du travail pour un réel départ anticipé et sur situation des « entrées dans le monde du travail précoce » qui doivent avoir un départ anticipé (tous les dispositifs d'apprentissage par exemple)
- 6 Développer la prévention, améliorer les conditions de travail afin d'arriver à la retraite en bonne santé
- 7 Revenir sur les réformes régressives qui ont été engagées depuis 20 ans : Abrogation des réformes Balladur et Fillon avec suppression des décotes et retour aux 10 meilleures années comme référence pour les salariés du secteur privé et au six derniers mois pour le secteur public.
- 8 Développer des services publics en direction des personnes âgées afin de leur permettre d'avoir une vie sociale dans la dignité

AUX ACTES CITOYENS!

JE REJOINS LE PCF

Nom :

Prénom :

Adresse :

E-mail :

Tél. :